

Thème 5 – Les Français et la République

Question 2 – La République et les évolutions de la société française

Cours 1

La République et la question ouvrière : le Front populaire

I La formation et la victoire du Front populaire

1. Aux origines du Front populaire, une crise multiple

- La crise économique frappe la France à partir de 1931. Elle se manifeste par une chute des exportations et de la production et par une augmentation du chômage. En quelques années, le nombre de chômeurs est supérieur à 400 000 et la faible protection sociale entraîne un développement de la pauvreté. La politique de déflation aggrave encore la situation des ouvriers qui voient leur pouvoir d'achat diminuer. Le mécontentement social se traduit par des grèves, dès 1935.
- La crise est également politique : la presse et les ligues d'extrême droite, parfois d'inspiration fasciste, dénoncent une classe politique qu'elles jugent corrompue et incapable. Dans le même temps, la gauche est divisée entre radicaux, communistes (SFIC) et socialistes (SFIO), qui ne sont pas sur la même ligne politique pour apporter des réponses à la crise et répondre à la question sociale. Le monde syndical est également divisé, entre la CGT et la CGT-U.
- La crise se cristallise le 6 février 1934 : une manifestation organisée à l'appel des ligues dégénère, place de la Concorde à Paris. Des manifestants tentent de prendre d'assaut le Palais Bourbon et les affrontements avec la police font plusieurs victimes. Au lendemain des événements, la presse socialiste (Le Populaire) et communiste (L'Humanité) dénoncent une tentative de coup d'Etat fasciste, tandis que l'extrême-droite s'acharne contre la " République des voleurs et des assassins ".

2. La formation et la victoire du Front populaire

- Sous l'impulsion de Staline qui met fin à la tactique " classe contre classe ", le PCF dirigé par Maurice Thorez change de tactique. En 1935, les partis et syndicats de gauche s'allient au sein d'une coalition, le " Front populaire ". Le 14 juillet 1935, de grandes manifestations communes sont organisées contre la menace fasciste. Elles rassemblent une majorité d'ouvriers et d'employés.
- La gauche parvient à rédiger un programme de compromis, fondé sur une intervention de l'Etat dans l'économie visant à relancer la consommation et répondre à la fois aux aspirations des classes populaires laminées par la crise tout en rompant avec les politiques d'austérité. La gauche unie se dote d'un slogan : " le pain, la paix, la liberté ".
- Une nouvelle manifestation commune est organisée à l'occasion du 14 juillet 1936 et aux élections législatives d'avril-mai 1936, la discipline républicaine permet à l'alliance de gauche d'emporter une nette victoire. Le socialiste Léon Blum devient président du Conseil et forme un gouvernement composé de socialistes et de radicaux. Il n'y a pas de ministres communistes, le PCF préférant adopter une tactique de " soutien sans participation ".

3. Les grèves de 1936

- Dès l'annonce de la victoire du Front populaire, une vague de grèves spontanées éclate. Tous les secteurs de l'économie sont concernés et on compte plus de 2,5 millions de grévistes. Ces grèves sont d'un type nouveau, puisque les ouvriers et les employés occupent les usines et les lieux de travail. Elles s'accompagnent de manifestations festives, bals et repas improvisés dans les locaux mêmes de l'usine. On notera également une participation importante des femmes dans ce mouvement social.
- Ce mouvement témoigne de l'ampleur de l'espoir déclenché par la victoire politique de la gauche dont on attend qu'elle ne déçoive pas les classes populaires. Il montre également que la classe ouvrière, tout comme les employés, souhaitent manifester leur dignité en s'appropriant pour un temps leur lieu de travail. Longtemps négligée par la république qui a tendance à la considérer comme une classe dangereuse, la classe ouvrière manifeste sa lassitude et sa fierté.
- Le mouvement ne s'interrompt pas avec les premières mesures du gouvernement Blum et le patronat ne fait pas appel à la force publique pour évacuer les usines - non seulement les ouvriers ne dégradent pas le matériel, mais ils continuent d'entretenir les machines pendant la grève. Au mois de juin, le PCF doit intervenir pour faire cesser les grèves et Maurice Thorez déclare " qu'il faut savoir arrêter une grève dès que satisfaction a été obtenue ". Le mouvement s'arrête progressivement.

II Les réformes sociales du gouvernement Blum

1. Les accords Matignon et les lois sociales et économiques

- Bousculé par la situation sociale, le gouvernement du Front populaire réunit en urgence les partenaires sociaux afin d'entamer des négociations. Les 7 et 8 juin 1936, les représentants du gouvernement, des syndicats et du patronat signent les accords Matignon. Des hausses de salaires sont accordées (entre 7 et 15% d'augmentation), le droit syndical est reconnu dans les entreprises (les accords prévoient l'élection de délégués du personnel) et le principe des conventions collectives est adopté. " Dans les jours qui suivent une série de lois mettent en place des mesures sociales destinées à améliorer la condition des classes populaires et à relancer l'économie : deux semaines de congés payés sont accordées aux salariés et la semaine de travail est limitée à 40 heures au lieu de 48 heures. Cette dernière mesure répond à l'une des revendications les plus importantes et les plus anciennes des syndicats : la journée de 8 heures de travail.
- Dans le cadre de sa politique de relance économique, le gouvernement Blum prend également d'autres mesures : nationalisation des industries d'armement et des chemins de fers - création de la SNCF -, création d'un Office du blé afin de garantir des prix minimum et réforme de la Banque de France. Ces mesures sont très limitées au regard de ce que souhaitait une partie de la gauche, mais le gouvernement, dans la lignée du programme du Front populaire, est soucieux de ne pas effrayer les classes moyennes.

2. La reconnaissance sociale de la classe ouvrière

- Certaines mesures sociales du Front populaires témoignent également d'une volonté de démocratiser la culture et les loisirs, c'est-à-dire d'aller au delà des simples mesures économiques en faveur des ouvriers. Ainsi, sous l'impulsion de Jean Zay, ministre de l'Education nationale et des Beaux-Arts, la scolarité obligatoire est portée de 13 à 14 ans.
- Des billets de chemin de fer à tarif réduit sont accordés pour aider les classes populaires à profiter de leurs congés payés (600 000 personnes bénéficient de ces congés en

1936, 1,8 million l'année suivante). Le ministre des Loisirs à l'origine de cette mesure, Léo Lagrange, tente également de promouvoir les loisirs populaires en encourageant le mouvement des auberges de jeunesse et la diffusion du sport dans les classes populaires.

- Les mesures sociales apportent une embellie à la vie quotidienne des ouvriers et leur donne une image positive d'un régime qui prend en considération leurs conditions de vie et leur dignité. Les premiers départs en vacances sont l'occasion de manifester cette reconnaissance (" Merci Blum ! ", peut-on lire sur quelques panneaux).

3. Les difficultés et la fin du Front populaire

- Après une brève période d'état de grâce, les difficultés économiques resurgissent dès 1937 tandis que le chômage persiste. Les mesures adoptées ont aggravé les déficits publics, détourné les investisseurs et l'inflation a largement rattrapé les augmentations de salaires. Léon Blum est contraint de justifier une " pause " dans les réformes, appelant ses alliés à " la modération et la patience ". Mais cette nouvelle orientation prive le gouvernement du soutien des communistes et déçoit une partie de la classe ouvrière.
- Le gouvernement Blum doit également faire face aux violentes attaques de l'extrême-droite antisémite qui dénonce " le Juif Blum " et pousse le ministre Roger Salengro au suicide, après une campagne de calomnie. Le gouvernement Blum doit également faire face à l'hostilité des milieux d'affaires et de la droite républicaine qui dénoncent le coût économique des mesures sociales. La peur d'une révolution communiste ressurgit en France.
- La guerre civile en Espagne aggrave les difficultés du gouvernement. Ne pouvant s'assurer de l'appui du Royaume-Uni, Léon Blum doit renoncer à soutenir officiellement les Républicains espagnols contre les nationalistes. Sa politique de " non-immision relâchée " ne convainc pas la gauche tandis que Blum perd le soutien des radicaux, inquiets de se couper de la classe moyenne. En 1938, Blum est contraint à la démission après l'éclatement de la coalition de gauche.

III Le Front populaire, la classe ouvrière et la République

1. Renouveau et mutation du mouvement ouvrier

- La participation du PCF à une coalition de gouvernement représente tout d'abord un tournant dans la tactique des communistes français, qui avaient jusqu'alors refusé toute alliance avec les " partis bourgeois ". Ils se sont ainsi rapprochés de la République, sans toutefois la rallier, entraînant avec eux une partie de la classe ouvrière. Si la fracture entre la gauche communiste et la gauche dite " réformiste " demeure, elle n'exclut pas des rapprochements ponctuels.
- Le Front populaire a également entraîné une augmentation des effectifs des mouvements ouvriers, partis comme syndicats. La nouveauté introduite par la négociation tripartite des accords Matignon ouvre également la voie à de nouvelles pratiques, renforcées par la mise en place des conventions collectives : la résolution des conflits sociaux ne passe plus forcément par l'affrontement mais par un rapport de force compatible avec les pratiques et les valeurs de la République.
- Enfin, l'union des partis de gauche au sein du Front populaire demeurera une référence majeure dans le mouvement ouvrier français, et ce jusque dans la période récente. Les moments de rassemblement des partis de gauche, de " l'union de la gauche " dans les années 1970 à " la gauche plurielle " plus récemment, se réfèrent tous à la période du front populaire.

2. La classe ouvrière et la République

- Les mesures sociales du gouvernement Blum ont clairement ciblé une amélioration de la condition économique et sociale des classes populaires, ce qu'aucun gouvernement républicain n'avait réalisé jusqu'alors. En cela, le Front populaire a montré aux ouvriers que la République pouvait prendre en compte leurs revendications et leurs aspirations et a contribué à rallier la classe ouvrière au système républicain.
- A partir du Front populaire, la représentation de la classe ouvrière se transforme : elle apparaît comme une catégorie homogène et unie par des valeurs communes au sein de la population française. Dominée par les travailleurs de la grande usine, travaillant dans le cadre du système fordiste et représentée par des syndicats forts et respectés, la classe ouvrière offre une image radicalement différente de celle du début du XXe siècle.
- Après avoir progressivement rallié la France rurale, longtemps majoritaire en France, et les classes moyennes, la République sociale incarnée par le Front populaire a rallié la classe ouvrière à ses valeurs, au moment où celle-ci devient largement majoritaire dans la population active. Cette situation prendra fin dans les années 1970 avec l'éclatement du système fordiste et l'émiettement de la classe ouvrière.

3. L'héritage social du Front populaire

- Le Front populaire inscrit sur le long terme la question sociale dans la problématique républicaine. Après la Seconde Guerre mondiale, cet héritage sera repris pendant la période de reconstruction, avec le projet du Conseil national de la résistance, les nationalisations de 1945, la mise en place de la Sécurité sociale, celle des Comités d'entreprises, ou la mise en place d'un SMIG en 1950. L'Etat providence mis en place en France après la guerre est largement inspiré par la période du Front populaire.
- Les mesures emblématiques du Front populaire, congés payés et semaine de 40 heures, continuent de servir de référence à la gauche française, sur le plan social comme dans le domaine économique. Les notions de " relance par la consommation " et de " partage du temps de travail " demeurent au cœur des relances keynésiennes des gouvernements de gauche. Ces mesures restent au cœur du clivage droite-gauche qui s'est estompé par ailleurs.
- Malgré ce clivage, la question sociale s'est imposée au sein des valeurs républicaines, à droite comme à gauche. Quelque soit la tendance d'un parti de gouvernement, aujourd'hui encore, il ne peut pas faire l'impasse sur la question de la justice sociale ou sur celle de la prise en compte des catégories populaires et des plus défavorisés, quelles que soient les réponses qu'il propose.